

F. 97 - 451

[C - 97/31009]

**28 NOVEMBRE 1996. — Décret contenant le budget général des Dépenses
de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1997 (1)**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Il est ouvert pour les dépenses du budget de la Commission communautaire française afférentes à l'année budgétaire 1997, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(en millions de francs)

	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
CREDITS NON DISSOCIES	7 601,6	7 601,6
Crédits années antérieures	0,0	0,0
CREDITS DISSOCIES	775,0	436,2
TOTAUX	8 376,6	8 037,8
Crédits années antérieures	0,0	0,0

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé au présent décret.

Art. 3. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, et de l'article 1er, 1^o, de l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement de l'engagement des dépenses des services d'administration, des avances de fonds d'un montant de 10.000.000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 200.000 francs (TVA incluse).

Autorisation est donnée à ces comptables de consentie aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 200.000 francs et pour autant qu'elles n'excèdent pas 400.000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers peuvent également se faire par avance de fonds, pour autant qu'elles n'excèdent pas 400.000 francs.

En matière d'enseignement, des avances de fonds d'un maximum de 15.000.000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à charge des articles budgétaires 29.03.12.01 et 29.03.74.01 des Institutions d'enseignement de la Commission communautaire française dont les noms suivent :

- l'Institut Meurice,
- l'Institut Emile Gryson,
- l'Institut Roger Lambion,
- l'Institut Serge Peiffer,
- l'Internat francophone autonome,
- l'Institut Arthur Haulot,
- l'Institut Roger Guilbert.

Art. 4. Par dérogation à l'article 40, § 1er, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles prévues à l'article 41 des mêmes lois.

Art. 5. Des provisions peuvent être allouées aux avocats, aux experts et aux huissiers de justice agissant pour le compte de la Commission communautaire française.

Art. 6. Les intérêts et amortissements des emprunts relatifs à l'acquisition des bâtiments scolaires, imputés à l'allocation de base 27.01.43.02 et 27.01.63.02, peuvent être payés selon la procédure des dépenses fixes.

Cette procédure s'applique aussi aux intérêts et amortissements des emprunts imputés respectivement aux allocations de base 27.02.21.11 et 27.02.91.11 et aux intérêts et amortissements des emprunts imputés respectivement aux allocations de base 22.30.43.04, 22.50.43.21, 22.30.63.04 et 22.50.63.26.

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents de l'Assemblée - N° 4-II-1A, n° 1 - Projet de décret.

Session ordinaire 1996-1997.

Documents de l'Assemblée - n° 4-II-1A, n° 3 - Avis des Commissions permanentes, n° 2 - Rapport.

Compte rendu intégral - Discussion et adoption - Séances du 22 novembre 1996.

Art. 7. Par dérogation aux articles 5 et 6 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, des créances d'années antérieures peuvent être apurées à charge des crédits ouverts par le présent décret et relatives aux :

- A.B. 21.00.11.03 Rémunération du personnel
- A.B. 21.00.11.05 Frais liés au personnel
- A.B. 21.00.12.01 Frais de fonctionnement
- A.B. 22.10.33.03 Subventions aux Centres de Service social
- A.B. 22.10.33.05 Subvention au Fonds intersectoriel
- A.B. 22.30.11.01 Rémunération du personnel Etoile Polaire
- A.B. 22.30.12.01 Frais de fonctionnement Etoile Polaire
- A.B. 22.30.33.01 Subvention primé syndicale
- A.B. 22.30.33.10 Subventions aux Institutions Médico-socio-pédagogiques (I.M.P. secteur privé)
- A.B. 22.40.33.12 Subventions aux services agréés d'aide aux familles
- A.B. 22.40.33.13 Subventions aux centres P.M.F.
- A.B. 22.40.33.15 Formation d'aides familiales
- A.B. 23.20.33.04 Subventions aux services de santé mentale
- A.B. 23.20.33.05 Subventions aux centres de télé-accueil
- A.B. 26.10.33.04 Initiatives de formation pour appointés

Art. 8. Le Collège est autorisé à octroyer des subventions de fonctionnement et d'investissement à charge des allocations de base figurant dans le budget administratif et reprises ci-après :

Subventions au Service social	21.00.33.01
Subventions à l'ORBEm	21.00.40.01
Subventions à des organismes d'aide sociale, familiale et du 3 ^e âge	22.10.33.01
Subventions pour les études et des initiatives en matière sociale	22.10.33.02
Subsides aux Centres de Service social	22.10.33.03
Subsides en matière de télévigilance	22.10.33.04
Subventions à l'asbl "Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale"	22.10.33.05
Subventions aux associations visant l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22.20.33.04
Subventions aux communes en vue de l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22.20.43.05
Subvention prime syndicale	22.30.33.01
Subventions aux services d'aide précoce	22.30.33.07
Subventions aux services d'accompagnement	22.30.33.08
Subventions relatives à la prévention, la promotion, l'aide et l'intégration sociale des personnes handicapées	22.30.33.09
Crédit provisionnel destiné à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	22.31.01.01
Subventions aux services agréés d'aide aux familles	22.40.33.12
Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées	22.40.33.14
Formation d'aides familiales	22.40.33.15
Subsides en investissements	22.50.63.21
Subventions aux communes pour l'achat et l'aménagement de terrains de campement pour nomades	22.50.63.24
Subventions pour la recherche dans le domaine de la santé	23.10.33.01
Subventions aux centres de santé intégré	23.10.33.02
Subventions aux associations en matière de santé	23.10.33.03
Subvention à l'asbl "Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale"	23.10.33.11
Subventions pour des études et des initiatives originales en matière de santé mentale	23.20.33.06
Subventions pour les lieux d'accompagnement psychosocial de la petite enfance	23.20.33.07
Subventions aux actions dans le domaine des toxicomanies	23.30.33.08
Subventions aux associations en matière de soins palliatifs	23.40.33.09
Subventions aux centres de coordination en matière de soins à domicile	23.40.33.10
Subventions aux fédérations et ligues touristiques	24.00.33.01
Subventions aux associations actives en matière de tourisme	24.00.33.02
Subventions aux associations de tourisme social	24.00.33.03
Subvention de fonctionnement à l'OPT	24.00.43.01
Subvention d'investissement en tourisme social	24.00.53.03

Subventions d'équipements touristiques (secteur privé)	24.00.53.04
Subvention à l'OPT pour ses dépenses d'investissement	24.00.63.01
Subventions d'équipements touristiques (secteur public)	24.00.63.04
Promotion d'activités en matière de formation professionnelle	26.10.33.01
Subventions aux associations d'amateurs d'horticulture et d'apiculture	26.10.33.03
Subventions à la délégation interministérielle aux solidarités urbaines	26.10.43.03
Subventions en matière de formation des indépendants et des classes moyennes	26.20.33.01
Subventions pour la formation des indépendants	26.20.41.01
Subvention de fonctionnement à l'Institut de formation pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises	26.20.41.02
Charges immobilières des centres de formation	26.20.61.01
Subventions accordées à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour son fonctionnement	26.30.43.05
Subventions destinées aux asbl et aux entreprises pour le partenariat en matière de formation professionnelle et d'insertion	26.30.43.06
Subventions aux associations (équipements sportifs)	28.00.33.01
Subvention d'investissement en matière d'infrastructures sportives privées	28.00.63.01
Subventions aux associations (relations internationales)	30.00.33.01
Subventions aux associations (politique générale)	30.01.33.01

Art. 9. Les membres du Collège et les membres des Cabinets peuvent imputer expressément les frais relatifs aux missions et aux réceptions auxquelles ils participent, dans le cadre des Relations internationales, à l'allocation de base 30.00.12.00.

Art. 10. Est confirmée pour l'année budgétaire 1997 l'habilitation du Collège à octroyer la garantie de la Commission communautaire française aux emprunts contractés par la Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois à concurrence des montants non encore prélevés sur l'emprunt global de 10,0 milliards en exécution du décret du 23 novembre 1993 autorisant la Société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'Enseignement organisé par les pouvoirs publics à contracter des emprunts avec la garantie de la Commission communautaire française.

Art. 11. Par dérogation aux articles 5 et 6 des lois sur la comptabilité de l'Etat, les crédits non utilisés au 31 décembre 1996, à l'allocation de base 22.30.74.01, sont reportés à l'année 1997 et additionnés aux crédits ouverts à ladite année.

Art. 12. Par dérogation aux articles 15 et 22 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le crédit provisionnel inscrit à l'allocation de base 01.01 de l'activité 1 du programme 3 de la division 22 peut être redistribué entre les différents programmes des différentes divisions du budget administratif, par voie d'arrêté du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 13. Le Collège de la Commission communautaire française est autorisé à effectuer à charge de l'allocation de base 22.31.01.01 des opérations au nom et pour compte du Fonds bruxellois pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, y compris d'éventuelles dépenses se rapportant à des années antérieures et pour lesquelles aucun crédit n'a pu être ouvert dans les budgets précédents dudit Fonds.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 novembre 1996.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,
ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de la Santé, de la Reconversion
et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire
et de la Fonction publique.

ANNEXE

BUDGET 1997 Décret (en millions) INTITULE	Crédits	1996 initial	1996 1er ajust.	1997 initial
DIVISION 01 : CABINET DU PRESIDENT DU COLLEGE H. HASQUIN TOTAL DIVISION 01	cnd	23,0	23,0	27,0
DIVISION 02 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE CH. PICQUE TOTAL DIVISION 02	cnd	14,1	14,1	14,7
DIVISION 03 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE D. GOSUIN TOTAL DIVISION 03	cnd	14,1	14,1	14,7
DIVISION 04 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. ANDRE TOTAL DIVISION 04	cnd	14,1	14,1	17,4
DIVISION 05 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. TOMAS TOTAL DIVISION 05	cnd	19,7	19,7	27,1
DIVISION 06 : ASSEMBLEE DE LA C.C.F. TOTAL DIVISION 06	cnd	236,2	262,9	290,8
DIVISION 21 : ADMINISTRATION				
Progr. 0 : Subsistance Total programme 0	cnd co ce	487,8 5,0 10,0	710,9 3,0 8,0	556,4 25,0 30,0
Progr. 1 : Dotation spéciale de la Communauté française Total programme 1	cnd	1,3	52,8	24,3
TOTAL DIVISION 21	cnd co ce	489,1 5,0 10,0	763,7 3,0 8,0	580,7 25,0 30,0
DIVISION 22 : AIDE AUX PERSONNES				
Progr. 1 : Action sociale Total programme 1	cnd caa	84,3	78,3 4,3	97,5
Progr. 2 : Cohabitation des communautés locales Total programme 2	cnd caa	200,9	200,0 0,9	217,0
Progr. 3 : Personnes handicapées Total programme 3	cnd caa	2311,2	2 251,3 0,9	2 323,6 0,0
Progr. 4 : Famille Total programme 4	cnd	540,1	534,8	570,4
Progr. 5 : Infrastructures sociales Total programme 5	cnd co ce	4,8 43,0 42,0	4,8 41,0 42,0	6,2 66,0 66,0
TOTAL DIVISION 22	cnd co ce caa	3141,3 43,0 42,0	3069,2 41,0 42,0 6,1	3214,7 66,0 66,0
DIVISION 23 : SANTE				
Progr. 1 : Support de la politique générale Total programme 1	cnd caa	55,3	54,1 0,7	61,6
Progr. 2 : Santé mentale Total programme 2	cnd	344,6	344,6	354,4
Progr. 3 : Lutte contre les toxicomanies Total programme 3	cnd	87,0	87,0	95,0
Progr. 4 : Soins à domicile Total programme 4	cnd	50,0	45,5	50,0
Progr. 5 : Infrastructures Total programme 5	co ce	25,0 40,0	20,0 35,0	25,0 35,0
TOTAL DIVISION 23	cnd co ce caa	536,9 25,0 40,0	531,2 20,0 35,0 0,7	561,0 25,0 35,0
DIVISION 24 : TOURISME TOTAL DIVISION 24	cnd co ce caa	174,1 64,0 181,0	174,5 54,7 181,0 1,9	161,8 95,2 139,0
DIVISION 25 : TRANSPORTS SCOLAIRES TOTAL DIVISION 25	cnd	140,2	138,6	149,2
DIVISION 26 : FORMATION PROFESSIONNELLE				
Progr. 1 : Support général de la politique de formation professionnelle Total programme 1	cnd caa	71,8	75,4 3,8	78,8
Progr. 2 : Classes moyennes Total programme 2	cnd	203,1	201,1	206,5
Progr. 3 : Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle Total programme 3	cnd	678,9	658,0	718,0
TOTAL DIVISION 26	cnd caa	953,8	934,5 3,8	1 003,3

BUDGET 1997 Décret (en millions) INTITULE	Crédits	1996 initial	1996 1er ajust.	1997 initial
DIVISION 27 : DETTES TOTAL DIVISION 27	cnd	1 049,1	1 023,4	807,8
DIVISION 28 : EQUIPEMENTS SPORTIFS TOTAL DIVISION 28	cnd co ce	7,0 7,0	6,7 7,0	7,0 5,0 5,0
DIVISION 29 : DEPENSES LIEES A LA SCISSION DE LA PROVINCE DE BRABANT TOTAL DIVISION 29	cnd caa co ce	758,4 220,0 575,0	770,7 205,0 575,0 0,3	692,9 220,0 500,0
DIVISION 30 : RELATIONS INTERNATIONALES (MATIERES TRANSFEREES) ET POLITIQUE GENERALE TOTAL DIVISION 30	cnd caa	12,6	12,6 0,7	31,5 0,0
TOTAL BUDGET MATIERES TRANSFEREES DE LA COMMUNAUTE FRAN- ÇAISE ET DE LA PROVINCE (hors culture)	cnd co ce caa	7 576,7 364,0 855,0	7 766,3 330,4 848,0 13,5	7 601,6 436,2 775,0

VERTALING

N. 97 — 451

(C - 97/31009)

28 NOVEMBER 1996. — Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1997 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, paragraaf 1, eerste lid, 116, paragraaf 1, 121, paragraaf 1, eerste lid, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de aan het begrotingsjaar 1997 verbonden begrotingsuitgaven van de Franse Gemeenschapscommissie worden kredieten geopend ten bedrage van :

(in miljoen frank)

	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
NIET-GESPLITSTE KREDIETEN	7 601,6	7 601,6
Kredieten vorige jaren	0,0	0,0
GESPLITSTE KREDIETEN	775,0	436,2
TOTAAL	8 376,6	8 037,8
Kredieten vorige jaren	0,0	0,0

Deze kredieten worden vermeld in de bij het onderhavig decreet gevoegde tabel.

Art. 3. In afwijking van artikel 15 van de organieke wet op het Rekenhof van 29 oktober 1846 en artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 31 mei 1966 houdende regeling van de vastlegging van de uitgaven van de diensten van het bestuur, kunnen er voorschotten ten bedrage van 10.000.000 BEF worden toegekend aan de buitengewone boekhouders voor het betalen, los van de kleine uitgaven, van schuldvorderingen die niet meer bedragen dan 200.000 BEF (BTW inbegrepen).

Machtiging wordt verleend aan deze boekhouders om aan de ambtenaren of deskundigen die naar het buitenland worden gestuurd voor een opdracht, de nodige voorschotten toe te kennen, zelfs indien deze voorschotten meer bedragen dan 200.000 BEF en voor zover ze niet meer dan 400.000 frank bedragen.

De betaling van vergoedingen aan deskundigen die uit andere landen komen en van de kosten die voortvloeien uit afspraken met vreemde landen, kunnen eveneens gebeuren via een voorschot, voor zover ze niet meer dan 400.000 frank bedragen.

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Documenten van de Raad - Nr. 4-II-1A, nr. 1 - Ontwerpdecreet.

Gewone zitting 1996-1997.

Documenten van de Raad - Nr. 4-II-1A, nr. 3 - Adviezen van de Permanente Commissies, nr. 2 - Verslag.

Integraal verslag - Bespreking en aanneming. Zittingen van 22 november 1996.

Inzake onderwijs mogen er voorschotten worden toegekend voor een maximum van 15.000.000 frank aan de buitengewone boekhouders ten laste van de begrotingsartikelen 29.03.12.01 en 29.03.74.01 van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie waarvan de namen volgen :

- Institut Meurice,
- Institut Emile Gryson,
- Institut Roger Lambion,
- Institut Serge Peiffer,
- Internat francophone autonome,
- Institut Arthur Haulot,
- Institut Roger Guilbert.

Art. 4. In afwijking van artikel 40, § 1, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, gebeurt de betaling van de geboortepremie en van de vergoeding voor begrafeniskosten overeenkomstig de regelen die zijn voorzien in artikel 41 van dezelfde wetten.

Art. 5. Voorschotten kunnen worden toegekend aan advocaten, deskundigen en gerechtsdeurwaarders handelend voor rekening van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 6. De interesten en aflossingen van de leningen voor de aanschaf van schoolgebouwen, geboekt op basisallocatie 27.01.43.02 en 27.01.63.02 kunnen worden betaald volgens de procedure van de vaste uitgaven.

Deze procedure is eveneens van toepassing op de interesten en aflossingen van de leningen die respectievelijk geboekt zijn op de basisallocaties 27.02.21.11 en 27.02.91.11 en op de interesten en aflossingen van de leningen die respectievelijk geboekt zijn op de basisallocaties 22.30.43.04, 22.50.43.21, 22.30.63.04 en 22.50.63.26.

Art. 7. In afwijking van de artikelen 5 en 6 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kunnen schuldvorderingen van vorige jaren aangezuiverd worden ten laste van de kredieten die bij dit decreet geopend worden met betrekking tot:

- B.A. 21.00.11.03 Vergoeding van het personeel
- B.A. 21.00.11.05 Personeelskosten
- B.A. 21.00.12.01 Werkingskosten
- B.A. 22.10.33.03 Toelagen aan de Centra voor Maatschappelijke Dienstverlening
- B.A. 22.10.33.05 Toelage aan het Intersectorieel fonds
- B.A. 22.30.11.01 Vergoeding van het personeel 'Etoile Polaire'
- B.A. 22.30.12.01 Werkingskosten 'Etoile Polaire'
- B.A. 22.30.33.01 Toelage vakbondspremie
- B.A. 22.30.33.10 Toelagen aan de Medisch-sociale-pedagogische Instituten (M.P.I. privé-sector)
- B.A. 22.40.33.12 Toelagen aan de erkende diensten voor bijstand aan gezinnen
- B.A. 22.40.33.13 Toelagen aan de raadplegingscentra voor huwelijk en gezin
- B.A. 22.40.33.15 Vorming voor bijstand aan gezinnen
- B.A. 23.20.33.04 Toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheid
- B.A. 23.20.33.05 Toelagen aan de centra voor tele-onthaal
- B.A. 26.10.33.04 Vormingsinitiatieven voor loontrekkenden

Art. 8. Het College is gemachtigd om werkings- en investeringstoelagen toe te kennen ten laste van de hiernavolgende basisallocaties, vermeld in de administratieve begroting :

Toelagen aan de sociale dienst	21.00.33.01
Toelagen aan BGDA	21.00.40.01
Toelagen aan instellingen voor sociale hulpverlening, hulpverlening aan gezinnen en aan de derde leeftijd	22.10.33.01
Toelagen voor studiën en initiatieven op sociaal vlak	22.10.33.02
Toelagen aan de Centra voor Maatschappelijke Dienstverlening	22.10.33.03
Toelagen voor telebewaking	22.10.33.04
Toelagen aan de vzw "Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"	22.10.33.05
Toelagen aan verenigingen ter bevordering van de sociale integratie van de plaatselijke gemeenschappen en hun samenleven	22.20.33.04
Toelagen aan gemeenten ter bevordering van de sociale integratie van de plaatselijke gemeenschappen en hun samenleven	22.20.43.05
Toelage vakbondspremie	22.30.33.01
Toelagen aan diensten voor vroegtijdige hulpverlening	22.30.33.07
Toelagen aan diensten voor begeleiding	22.30.33.08

Toelagen betreffende preventie, bevordering, hulpverlening en sociale integratie van gehandicapten	22.30.33.09
Voorlopig krediet bestemd voor de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces van gehandicapten	22.31.01.01
Toelagen aan erkende diensten voor bijstand aan gezinnen	22.40.33.12
Toelagen aan diensten voor dagonthaal van oudere mensen	22.40.33.14
Opleiding voor gezinsbijstand	22.40.33.15
Toelagen voor investeringen	22.50.63.21
Toelagen aan gemeenten voor aankoop en aanleg van kampeertreinen voor zwervers	22.50.63.24
Toelagen voor onderzoek in de gezondheidssector	23.10.33.01
Toelagen aan geïntegreerde gezondheidscentra	23.10.33.02
Toelagen aan gezondheidsverenigingen	23.10.33.03
Toelagen aan de v.z.w. "Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"	23.10.33.11
Toelagen voor studiën en originele initiatieven inzake geestelijke gezondheid	23.20.33.06
Toelagen voor voorzieningen voor psycho-sociale begeleiding van kleine kinderen	23.20.33.07
Toelagen voor acties op het gebied van het druggebruik	23.30.33.08
Toelagen aan verenigingen actief op het vlak van palliatieve zorg	23.40.33.09
Toelagen aan coördinatiecentra voor thuisverzorging	23.40.33.10
Toelagen aan toeristische federaties en verbonden	24.00.33.01
Toelagen aan verenigingen actief in het toerisme	24.00.33.02
Toelagen aan verenigingen voor sociaal toerisme	24.00.33.03
Werkingsstoelage aan de OPT	24.00.43.01
Toelagen voor investeringen in sociaal toerisme	24.00.53.03
Toelagen voor toeristische infrastructuur (privé-sector)	24.00.53.04
Toelage aan de OPT voor investeringsuitgaven	24.00.63.01
Toelagen voor toeristische infrastructuur (openbare sector)	24.00.63.04
Bevordering van activiteiten inzake beroepsopleiding	26.10.33.01
Toelagen aan amateurverenigingen voor tuinbouw en bijenkweek	26.10.33.03
Toelagen aan de interministeriële delegatie inzake stedelijke solidariteit	26.10.43.03
Toelagen voor de opleiding van zelfstandigen en middenstand	26.20.33.01
Toelagen voor de opleiding van zelfstandigen	26.20.41.01
Werkingsstoelage aan het Vormingsinstituut van de Middenstand en de K.M.O.'s	26.20.41.02
Onroerende lasten van de vormingscentra	26.20.61.01
Werkingsstoelagen aan het Brussels Fransialig Instituut voor Beroepsopleiding	26.30.43.05
Toelagen aan v.z.w.'s en ondernemingen voor het partnerschap inzake beroepsopleiding en integratie	26.30.43.06
Toelagen aan verenigingen (sportinfrastructuur)	28.00.33.01
Investeringsstoelage voor particuliere sportinfrastructuur	28.00.63.01
Toelagen aan verenigingen (internationale betrekkingen)	30.00.33.01
Toelagen aan verenigingen (algemeen beleid)	30.01.33.01

Art. 9. De leden van het College en de leden van de Kabinetten kunnen de kosten voor de opdrachten en voor de recepties waaraan zij deelnemen uitdrukkelijk boeken op basistoelage 30.00.12.00 in het kader van de Internationale Betrekkingen.

Art. 10. Voor het begrotingsjaar 1997 mag het College de borg van de Franse Gemeenschapscommissie toekennen voor de leningen aangegaan door de publiekrechtelijke Bestuursmaatschappij van de Brusselse schoolgebouwen ten belope van de nog niet afgehouden bedragen op de totale lening van 10,0 miljard BEF in uitvoering van het decreet van 23 november 1993 waarbij de publiekrechtelijke Bestuursmaatschappij van de schoolgebouwen voor het onderwijs georganiseerd door de openbare overheden leningen mag aangaan waar de Franse Gemeenschapscommissie borg voor staat.

Art. 11. In afwijking van de artikelen 5 en 6 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit worden de kredieten op de basisallocatie 22.30.74.01 die op 31 december 1996 niet zijn aangewend, overgebracht naar het jaar 1997 en toegevoegd aan de kredieten die op dit jaar zijn geopend.

Art. 12. In afwijking op de artikelen 15 en 22 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kan het voorlopig krediet dat is ingeschreven op de basisallocatie 01.01 van activiteit 1 van programma 3 van afdeling 22 opnieuw worden verdeeld tussen de verschillende programma's van de verschillende afdelingen van de administratieve begroting en dit bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 13. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie mag ten laste van basisallocatie 22.31.01.01 verrichtingen uitvoeren in naam en voor rekening van het Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, met inbegrip van eventuele uitgaven met betrekking tot vorige jaren en waarvoor geen enkel krediet kon worden geopend in de vorige begrotingen van dat Fonds.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1997.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 28 november 1996.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest
alsook met Internationale Betrekkingen.

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Lid van het College belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Lid van het College
belast met de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Gezondheid,
Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

BIJLAGE

BEGROTING 1997 decreet (in miljoen) TITEL	Kre- dieten	1996 oor- spronke- lijk	1996 le aanp	1997 oor- spronke- lijk
AFDELING 01 : KABINET VAN DE VOORZITTER VAN HET COLLEGE H. HASQUIN TOTAAL AFDELING 01	ngk	23,0	23,0	27,0
AFDELING 02 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE CH. PICQUE TOTAAL AFDELING 02	ngk	14,1	14,1	14,7
AFDELING 03 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE D. GOSUIN TOTAAL AFDELING 03	ngk	14,1	14,1	14,7
AFDELING 04 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. ANDRE TOTAAL AFDELING 04	ngk	14,1	14,1	17,4
AFDELING 05 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. TOMAS TOTAAL AFDELING 05	ngk	19,7	19,7	27,1
AFDELING 06 : RAAD VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE TOTAAL AFDELING 06	ngk	236,2	262,9	290,8
AFDELING 21 : BESTUUR Progr. 0 : Bestaansmiddelen Totaal programma 0	ngk ok vk	487,8 5,0 10,0	710,9 3,0 8,0	556,4 25,0 30,0
Progr. 1 : Speciale dotatie van de Franse Gemeenschap : interesten Totaal programma 1	ngk	1,3	52,8	24,3
TOTAAL AFDELING 21	ngk ok vk	489,1 5,0 10,0	763,7 3,0 8,0	580,7 25,0 30,0

BEGROTING 1997 decreet (in miljoen) TITEL	Kre- dieten	1996 oorspron- kelijk	1996 1e aanp	1997 oorspron- kelijk
AFDELING 22 : BIJSTAND AAN PERSONEN				
Progr. 1 : Sociale actie Totaal programma 1	ngk kvj	84,3	78,3 4,3	97,5
Progr. 2 : Samenleving van lokale gemeenschappen Totaal programma 2	ngk kvj	200,9	200,0 0,9	217,0
Progr. 3 : gehandicapte personen Totaal programma 3	ngk kvj	2 311,2	2 251,3 0,9	2 323,6 0,0
Progr. 4 : Gezin Totaal programma 4	ngk	540,1	534,8	570,4
Progr. 5 : Sociale infrastructuren Totaal programma 5	ngk ok vk	4,8 43,0 42,0	4,8 41,0 42,0	6,2 66,0 66,0
TOTAAL AFDELING 22	ngk ok vk kvj	3 141,3 43,0 42,0	3 069,2 41,0 42,0 6,1	3 214,7 66,0 66,0
AFDELING 23 : GEZONDHEID				
Progr. 1 : Ondersteuning van het algemeen beleid Totaal programma 1	ngk kvj	55,3	54,1 0,7	61,6
Progr. 2 : Geestelijke gezondheidszorg Totaal programma 2	ngk	344,6	344,6	354,4
Progr. 3 : Bestrijding van het druggebruik Totaal programma 3	ngk	87,0	87,0	95,0
Progr. 4 : Thuisverpleging Totaal programma 4	ngk	50,0	45,5	50,0
Progr. 5 : Infrastructuur Totaal programma 5	ok vk	25,0 40,0	20,0 35,0	25,0 35,0
TOTAAL AFDELING 23	ngk ok vk kvj	536,9 25,0 40,0	531,2 20,0 35,0 0,7	561,0 25,0 35,0
AFDELING 24 : TOERISME TOTAAL AFDELING 24	ngk ok vk kvj	174,1 64,0 181,0	174,5 54,7 181,0 1,9	161,8 95,2 139,0
AFDELING 25 : LEERLINGENVERVOER TOTAAL AFDELING 25	ngk	140,2	138,6	149,2
AFDELING 26 : BEROEPSOPLEIDING				
Progr. 1 : Ondersteuning van het algemeen beleid Totaal programma 1	ngk kvj	71,8	75,4 3,8	78,8
Progr. 2 : Middenstand Totaal programma 2	ngk	203,1	201,1	206,5
Progr. 3 : Brussels Franstalig Instituut voor beroepsopleiding Totaal programma 3	ngk	678,9	658,0	718,0
TOTAAL AFDELING 26	ngk kvj	953,8	934,5 3,8	1 003,3
AFDELING 27 : SCHULD TOTAAL AFDELING 27	ngk	1 049,1	1 023,4	807,8
AFDELING 28 : SPORTINFRASTRUCTUREN TOTAAL AFDELING 28	ngk ok vk	7,0 7,0	6,7 7,0	7,0 5,0 5,0
AFDELING 29 : UITGAVEN VERBONDEN AAN DE OPSPLITSING VAN DE PROVIN- CIE BRABANT TOTAAL AFDELING 29	ngk kvj ok vk	758,4 220,0 575,0	770,7 205,0 575,0 0,3	692,9 220,0 500,0
AFDELING 30 : INTERNATIONALE BETREKKINGEN (OVERGEDRAGEN MATE- RIES) EN ALGEMEEN BELEID TOTAAL AFDELING 30	ngk kvj	12,6	12,6 0,7	31,5 0,0
TOTAAL BEGROTING MATERIES OVERGEDRAGEN DOOR DE FRANSE GEMEEN- SCHAP EN DE PROVINCIE (cultuur niet inbegrepen)	ngk ok vk kvj	7 576,7 364,0 855,0	7 766,3 330,4 848,0 13,5	7 601,6 436,2 775,0